



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la Citoyenneté
de la Légimité et de l'Environnement

Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la
Protection des Milieux
Affaire suivie par : CM
n° 2024-82-PC

Marseille, le 14 JUIN 2024

**Arrêté préfectoral n° 2024-82-PC portant prescriptions complémentaires à la société AVITAIR
à Marignane**

Vu le code de l'environnement, en particulier les articles L. 511-1, L. 514-5, L. 171-6, L. 172-1, L. 171-8 et R.512-39-1 à R.512-39-3 ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2008 fixant les règles générales et prescriptions techniques applicables aux installations classées soumises à autorisation sous la rubrique n°1434-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°112-2004 A du 31 août 2004 imposant des prescriptions complémentaires à la société des Pétroles SHELL à Marignane ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-172PC du 30 septembre 2015 imposant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation par la société AVITAIR d'un dépôt de carburant pour l'aviation sur le site de l'aéroport Marseille-Provence à Marignane ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2018-266PC du 11 janvier 2021 portant prescriptions complémentaires concernant la société AVITAIR à Marignane ;

Vu le dossier de porter à connaissance version novembre 2023 présenté par la société AVITAIR relatif aux modifications des moyens de défense incendie ;

Vu le rapport du 17 avril 2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant ;

Considérant que la modification sollicitée concerne la modification des conditions de stockage du jet A1 dans la zone 3 par la création de 3 cuves de 100 m³, la modification de l'accès à la zone 6 permettant le chargement/déchargement des aviateurs, la modification d'un réservoir comme réserve de Gasoil accompagné d'un poste de distribution du carburant pour alimenter des camions ;

Considérant que l'exploitant a présenté son analyse sur les différents impacts, chroniques et liés au risque accidentel, induits par les modifications envisagées ;

Considérant que les modifications ne sont pas de nature à induire des impacts supplémentaires par rapport à la situation actuellement autorisée ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46 I du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires afin de mettre à jour les dispositions de l'arrêté avec les modifications proposées ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône

ARRÊTE

Article 1er : Exploitant titulaire de l'autorisation

La société AVITAIR, dont le siège social est situé Tour Pacific, 11/13 Cours Valmy – La Défense, 92800 Puteaux, exploitant le dépôt pétrolier en Jet-A1 à destination de l'aéroport Marseille Marignane situé sur le site de l'aéroport sur la commune de Marignane est soumis aux dispositions des articles suivants.

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

Article 2 – Liste des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 septembre 2015 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Le classement du site selon les rubriques de la nomenclature des installations classées est mis à jour dans le tableau suivant :

Rubriques ICPE		Situation autorisée	
N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t	Cuves enterrées présentant une capacité de stockage de jet A1 de 860 m ³ soit 694,45 tonnes Cuves enterrées présentant une capacité de stockage de Gasoil de 25 m ³ soit 20,75 tonnes Quantité totale 715,2 tonnes	DC
1434-1	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C ⁽¹⁾ , fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 100 m ³ /h	Postes de chargement de camions avitailleurs Débit maximum des installations susceptibles de fonctionner simultanément 265 m³/h	A

(*) A : Autorisation, E : Enregistrement, D : Déclaration, DC : Déclaration avec contrôle périodique, NC : Non classé

Article 3 – Consistance des installations

Les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 septembre 2015 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

- Zone 2 : Zone enterrée de stockage hydrocarbures Ouest, incluant la pomperie associée :
 - 2 réservoirs horizontaux double enveloppe contenant du jet A1 de capacité unitaire 100 m³ (R8 et R9)
 - 1 réservoir simple enveloppe stratifié contenant du gasoil de capacité 25 m³ (R2)
 - 1 installation de distribution de carburant Gasoil à destination des camions assurant un débit maxi de 5 m³/h et
- Zone 3 : Zone enterrée de stockage hydrocarbure Est, incluant la pomperie associée :
 - 3 réservoirs horizontaux double enveloppe contenant du jet A1 de capacité unitaire 100 m³
- Zone 4 : Zone enterrée de stockage hydrocarbure Est, incluant la pomperie associée :
 - 3 réservoirs horizontaux double enveloppe contenant du jet A1 de capacité unitaire 120 m³

Chaque réservoir dispose a minima :

- d'un système jaugeur avec une alarme sonore et lumineuse de niveau haut de sécurité et de niveau haut opérationnel prévenant le personnel chargé de la surveillance.
- D'une sonde anti-débordement avec 2 seuils de sécurité de niveau très haut
 - 1^{er} seuil : fermeture de la vanne pilotée sur la ligne d'alimentation de la cuve ;

- 2^e seuil : coupure de l'alimentation électrique de la pompe de remplissage de la cuve.

Chaque ligne d'alimentation des cuves dispose d'une vanne de fermeture motorisée avec sécurité anti-débordement. L'ensemble des équipements motorisés fait l'objet d'un contrôle périodique permettant de s'assurer du bon fonctionnement des installations. Le contrôle est réalisé au moins une fois par mois par l'exploitant qui trace les résultats de ces contrôles.

Article 4 – Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les dispositions de l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 31 août 2004 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'ensemble des eaux pluviales sont collectées dans le bassin d'orage d'une capacité de 33 m³. Ce bassin d'orage est relié à un système de séparateur d'hydrocarbure, muni d'un dispositif d'obtuteur automatique, et conforme aux normes en vigueur, avant rejet des eaux dans le réseau de collecte de l'aéroport.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet dans le réseau pluvial général).

Point de rejet référencé : sortie du séparateur/décanteur

- Température maximale : 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5

Paramètre	Code SANDRE	Rejet sortie séparateur/décanteur	
		Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (Kg/j)
Matières en suspension (MES)	1305	35	
DCO	1314	300	< 100
DBO5	1313	100	< 30
Hydrocarbures totaux (HCT)	7009	5	(*)

(*) VLE fixée à 10 mg/l si flux > 0,1 kg/j

L'exploitant procède à un contrôle de ses rejets par un organisme agréé au moins une fois par an. En cas de dépassement de ces seuils, l'exploitant identifie les causes et met en œuvre les solutions permettant de revenir à une situation conforme. Les résultats de ces analyses sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5 – Publicité

Conformément à l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille (31 rue Jean François Leca, 13002 Marseille), qui peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site internet www.telerecours.fr :

1. par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#) dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R.181-44](#) ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article ;

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article [R. 181-51](#) du code de l'environnement et suivant les modalités de ce même article, les recours contentieux et les recours administratifs s'y rapportant doivent être obligatoirement notifiés à l'auteur de la décision et au bénéficiaire sous peine d'irrecevabilité ou de non prolongation du délai de recours de contentieux. Il en va de même pour les recours en annulation ou réformation des décisions juridictionnelles s'y rapportant. A ce titre, l'affichage et la publication de la décision concernée mentionnent cette obligation légale et réglementaire.

Article 7 –Exécution

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône
- Monsieur le Maire de la commune de Marignane
- Monsieur le sous-Préfet d'Istres
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement PACA
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
- Monsieur le Directeur de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer

et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le 14 JUIN 2024

Pour le Préfet

La Secrétaire Générale adjointe

Marie-Pervenche PLAZA